
Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031

Cote du document: EB 2025/146/R.34

Point de l'ordre du jour: 17

Date: 25 novembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Documents de référence: Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13 – mesure contrôlable n° 9) ([GC 47/L.5](#))

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à prendre note du Plan d'action actualisé du FIDA pour la nutrition, lequel a été révisé conformément à l'engagement pris au titre de FIDA13.

Questions techniques:

Juan Carlos Mendoza Casadiegos

Directeur

Division environnement, climat, genre et inclusion sociale

courriel: juancarlos.mendoza@ifad.org

Beatrice Ekesa-Onyango

Spécialiste technique supérieure, nutrition

Division environnement, climat, genre et inclusion sociale

courriel: be.onyango@ifad.org

Table des matières

Résumé	ii
I. Introduction et contexte	1
A. Introduction	1
B. Contexte mondial: difficultés et perspectives	2
II. Intégration de la nutrition au FIDA – orientation stratégique, principales réalisations et enseignements	3
A. Orientation stratégique	3
B. Principaux résultats et réalisations	5
C. Principaux enseignements	5
III. Plan d’action du FIDA pour la nutrition 2026-2031	6
A. Cohérence stratégique	6
B. Théorie du changement concernant les travaux du FIDA sur la nutrition	7
C. Domaines d’action du Plan d’action pour la nutrition	8
D. Mise en œuvre du Plan d’action pour la nutrition	11

Annexes

- I. Investissements agricoles à dimension nutritionnelle – angles d’attaque
- II. Plan d’action du FIDA pour la nutrition 2026-2031
- III. Principaux résultats et retours d’expérience

Appendice

Thematic spotlights

Résumé

1. En 2024, 2,6 milliards de personnes dans le monde n'avaient toujours pas les moyens de s'alimenter sainement, d'où des taux de malnutrition élevés dans toutes ses formes, dont la dénutrition, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité. Les maladies non transmissibles liées à la nutrition sont en essor. Sachant que les multiples formes de malnutrition se recoupent au sein d'une même population ou d'un même pays, tout indique qu'une approche plus intégrée des systèmes alimentaires, gage d'une meilleure nutrition et de régimes sains mais reposant sur une production écologiquement durable, s'impose. Les systèmes alimentaires durables peuvent d'une part améliorer la situation nutritionnelle des populations rurales en augmentant l'accès à des aliments diversifiés, produits localement et riches en nutriments, et, d'autre part, renforcer les moyens d'existence et contribuer à la santé environnementale.
2. Étant à la fois une institution spécialisée des Nations Unies qui soutient les petits producteurs ruraux et une institution financière internationale qui finance le développement rural, le FIDA est particulièrement bien placé pour promouvoir une agriculture à dimension nutritionnelle dans les approches fondées sur les systèmes alimentaires mises en œuvre dans les communautés rurales. Le mandat du FIDA, qui consiste à favoriser des systèmes alimentaires durables et une alimentation saine, est essentiel.
3. L'élaboration du présent Plan d'action pour la nutrition 2026-2031 a été guidée par les enseignements tirés de la mise en œuvre du précédent plan dans ce domaine. Ce plan actualisé offre l'occasion de se recentrer sur les nouveaux besoins nutritionnels, d'attirer l'attention sur toutes les formes de malnutrition (y compris le surpoids et l'obésité) grâce à une approche fondée sur les systèmes alimentaires, et de souligner l'importance de renforcer les mécanismes de suivi des progrès.
4. Le Plan d'action pour la nutrition 2026-2031 fait suite à un engagement pris au titre de la mesure contrôlable n° 9 de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, qui appelle à mettre au point de nouveaux plans d'action sur le genre, les jeunes et la nutrition de façon à renforcer les travaux du Fonds dans ces domaines. Le Plan d'action pour la nutrition repose sur les résultats obtenus par le FIDA jusqu'ici, et intègre les conclusions et les recommandations de la récente évaluation thématique de l'appui du Fonds à la nutrition réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.
5. Au niveau de l'institution, le Plan d'action actualisé pour la nutrition est conforme aux politiques et aux directives du FIDA. Il met l'accent sur de nouveaux domaines d'action, notamment l'obésité, les maladies non transmissibles et la nutrition des adolescents. Par ailleurs, il s'intéresse aux interventions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en vue de promouvoir des systèmes alimentaires durables et d'améliorer la nutrition des populations rurales vulnérables.
6. Le plan d'action est également en phase avec les cadres mondiaux relatifs à la nutrition et à la sécurité alimentaire, et participe au soutien apporté aux États membres pour leur permettre de réaliser les objectifs de développement durable des Nations Unies.
7. L'objectif du présent Plan d'action pour la nutrition est d'améliorer la situation nutritionnelle des communautés rurales par un maillage d'interventions dans les systèmes alimentaires destinées à faciliter l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés et à consolider les connaissances, les attitudes et les pratiques liées à la nutrition.

8. Le Plan d'action pour la nutrition est axé sur quatre domaines d'action qui s'articulent autour de la conception et de l'exécution de programmes et de projets:
- i) concevoir des programmes d'options stratégiques pour les pays et des programmes d'investissement qui tiennent compte des enjeux nutritionnels;
 - ii) renforcer les capacités d'appui à la conception et à l'exécution de projets;
 - iii) renforcer les connaissances, la communication et les bases factuelles, et favoriser la contribution à l'élaboration des politiques et les activités de sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial;
 - iv) nouer des partenariats et mobiliser des ressources à l'appui des projets financés par le FIDA.

Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031

I. Introduction et contexte

A. Introduction

1. La nutrition fait partie du noyau dur du mandat du FIDA, tel que consacré aux articles 2 et 7 de l'Accord portant création du FIDA¹; elle est donc pour le Fonds la cheville ouvrière du développement durable. La vision formulée par le FIDA en matière de nutrition est celle d'un monde où toutes les populations rurales auront accès à des aliments diversifiés, sans danger pour la santé, nutritifs et en quantité suffisante tout au long de l'année.
2. Il est essentiel d'éradiquer toutes les formes de malnutrition pour permettre aux pays d'atteindre les objectifs des politiques qu'ils mettent en œuvre pour tenir les engagements mondiaux pris en matière de nutrition au titre des objectifs de développement durable (ODD). À l'échelle mondiale, le coût de la malnutrition est estimé à 3 500 milliards d'USD par an, en raison de la perte de potentiel, de la diminution des revenus et de l'augmentation des coûts des soins de santé².
3. Les investissements à dimension nutritionnelle dans l'agriculture, l'éducation, l'eau, l'assainissement et la protection sociale sont d'indispensables armes contre les causes profondes de la malnutrition. Les travaux de recherche³ montrent que des investissements bien pensés (dans la sélection végétale, la diversification, la biofortification et le changement des comportements, par exemple) peuvent avoir des retombées considérables. En intégrant des objectifs nutritionnels dans le développement agricole et rural, les pouvoirs publics peuvent obtenir des effets durables en matière de capital humain et de croissance économique.
4. L'avantage comparatif du FIDA pour ce qui est de l'agriculture à dimension nutritionnelle réside dans ses investissements en faveur des petits producteurs ruraux et de leurs organisations. Ces groupes, producteurs d'aliments sains et diversifiés soucieux de l'accessibilité et de la consommation de leurs produits, sont par ailleurs ceux qui remplissent les marchés dans les zones à déficit vivrier. Cette situation favorise une relation de confiance mutuelle avec les pouvoirs publics, les donateurs et les communautés rurales. Dans ce cadre, l'atout du FIDA tient à ses liens directs avec les pouvoirs publics, à sa capacité à mobiliser des ressources importantes et à son aptitude à cibler les populations pauvres vivant dans des zones rurales reculées, où les organismes sont moins nombreux à opérer (notamment dans les contextes de fragilité et de vulnérabilité face aux changements climatiques). Le FIDA a en outre l'avantage de gérer un vaste portefeuille d'investissements en milieu rural, et de pouvoir reproduire les innovations à plus grande échelle, encourager les partenariats avec le secteur

¹ Accord portant création du Fonds international de développement agricole, articles 2 et 7.

² Global Panel. 2016. *The Cost of Malnutrition: Why Policy Action is Urgent*. Note technique n° 3, Londres: Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition.

³ Marie T. Ruel, Agnes R. Quisumbing, Mysbah Balagamwala, « Nutrition-sensitive agriculture: What have we learned so far? », *Global Food Security*, vol. 17, 2018, p. 128-153, ISSN 2211-9124. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S221191241730127X>. Olney DK; Gelli A; Kumar N; Alderman H; Go A; Raza A; Owens J; Grinspun A; Bhalla G; Benammour O. 2021 *Nutrition-sensitive social protection programs within food systems*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington, D.C.

privé⁴, favoriser une transformation rurale inclusive et tenant compte des questions de genre et lutter contre la malnutrition grâce à une approche multisectorielle, multipartite et inclusive.

5. Le Plan d'action pour la nutrition 2026-2031 vise à maximiser l'avantage comparatif du FIDA et à aider l'institution à intégrer des approches agricoles à dimension nutritionnelle dans ses investissements. Il repose sur les données factuelles relatives aux activités menées par le FIDA en faveur de la nutrition depuis 2013 et a été élaboré à l'issue d'un processus de consultations approfondies mené notamment avec les acteurs du développement.
6. Le présent Plan d'action pour la nutrition 2026-2031 vise à assurer la durabilité des investissements du FIDA dans l'agriculture à dimension nutritionnelle en veillant à ce qu'ils s'inscrivent dans les politiques, les stratégies et les priorités nationales en matière de nutrition; en intégrant des mesures nutritionnelles dans les systèmes existants; en renforçant les capacités locales en fonction de la demande; en associant les communautés; en encourageant un changement des comportements; en mobilisant des financements diversifiés; en renforçant les mécanismes de suivi pour favoriser un impact à long terme.

B. Contexte mondial: difficultés et perspectives

7. À l'échelle mondiale, la prévalence de la sous-alimentation dans la population a été estimée à 8,2% en 2024 (contre 8,5% en 2023); 2,3 milliards de personnes environ se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave et n'avaient pas régulièrement accès à une alimentation adéquate. Par ailleurs, 22% des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance, 6,7%, une émaciation et 5,7%, un surpoids. Chez les adultes, 16,2% des femmes et 12,3% des hommes sont obèses. La prévalence des maladies non transmissibles liées à la nutrition est en hausse: le diabète, par exemple, touche 8,9% des femmes et 10,5% des hommes dans le monde. Plus de cinq milliards de personnes n'ont pas un apport suffisant en micronutriments, et environ une femme sur trois âgée de 15 à 49 ans est anémiée.
8. Les tendances régionales récentes indiquent que la faim augmente en Afrique et en Asie occidentale, tandis que l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud et l'Amérique latine progressent dans sa réduction.
9. Dans la plupart des régions, l'insécurité alimentaire est plus forte dans les zones rurales que dans les zones urbaines, mais varie selon les régions périurbaines. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à souffrir de l'insécurité alimentaire, et l'écart s'est creusé entre 2023 et 2024.
10. Parallèlement à l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, différents facteurs compromettent la nutrition et la sécurité alimentaire, notamment la fragilité des chaînes d'approvisionnement, les pertes et le gaspillage de denrées alimentaires, les crises économiques, les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes. De plus, les disponibilités croissantes d'aliments hautement transformés à des prix inférieurs à ceux des produits frais amplifient les disparités d'accès entre les personnes à revenu élevé et celles à faible revenu. Cette tendance contribue à la dégradation de la nutrition, et vient encore grever les revenus des petits producteurs, qui constituent le principal groupe cible du FIDA.

⁴ Dans sa Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030, le FIDA définit le secteur privé comme comprenant « les entreprises à but lucratif, les investisseurs privés et institutionnels, les banques commerciales, les fonds d'investissement, d'autres véhicules financiers détenus majoritairement ou gérés par des entités ou des intérêts privés, ainsi que les entreprises publiques possédant une structure financière et de gouvernance conforme aux pratiques du secteur privé. Il était également noté que ces entreprises pouvaient être locales, régionales ou mondiales et de taille variable, allant des microentreprises et petites et moyennes entreprises (comme les coopératives, les entreprises agricoles et les entreprises sociales) aux grandes sociétés multinationales. [...] Les acteurs qui exercent des activités productives à des fins autres que commerciales (de subsistance par exemple) [ne sont pas considérés comme faisant partie du "secteur privé"]. »

11. En investissant dans l'amélioration de la nutrition, le FIDA dispose d'un excellent moyen de libérer le potentiel humain et de stimuler le développement rural. Chaque dollar investi dans l'amélioration de la nutrition en génère 23 pour l'économie. Ce rendement passe à 35 USD lorsque les interventions sont spécifiquement axées sur la nutrition des femmes. En s'attachant à remédier aux coûts financiers et sociaux élevés de la malnutrition, le FIDA peut aider à offrir aux populations vulnérables des zones rurales la possibilité de réaliser leur plein potentiel. Le renforcement des interventions nutritionnelles dans les systèmes agricoles et alimentaires peut accélérer le développement du capital humain, stimuler la productivité et briser les cycles de la pauvreté dans les communautés auxquelles le FIDA vient en aide.

II. Intégration de la nutrition au FIDA – orientation stratégique, principales réalisations et enseignements

A. Orientation stratégique

12. Plutôt que d'investir dans une mosaïque d'interventions à visées nutritionnelles, le FIDA envisage selon une perspective nutritionnelle la conception et la mise en œuvre de ses investissements dans l'agriculture, les systèmes alimentaires et le développement rural. Cela implique d'intégrer les considérations relatives à la nutrition dès les premières étapes de la conception des projets, et de planifier la manière dont les améliorations nutritionnelles seront obtenues au moyen de la théorie du changement (illustrée à la figure 1 ci-après). Les angles d'attaque sélectionnés pour les interventions en matière de nutrition peuvent s'inscrire dans deux logiques pour une agriculture à dimension nutritionnelle: i) une logique insistant sur la production; ii) une logique insistant sur les revenus.
13. Suivant la logique de production, l'amélioration de la nutrition s'obtient en jouant sur la disponibilité et la diversité des aliments nutritifs, par une agriculture durable, en valorisant la biodiversité locale et en renforçant l'accès aux marchés. La qualité et la quantité de l'alimentation méritent toutes deux d'être améliorées en assurant aux ménages et sur les marchés un accès à des aliments nutritifs et sans danger pour la santé tout au long de l'année. Cette logique repose sur deux principales hypothèses: i) en augmentant la diversité de la production alimentaire, on peut améliorer la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires nécessaires à une alimentation saine; ii) cet accès amélioré débouche sur de meilleurs résultats des groupes cibles du FIDA en matière de nutrition.
14. La logique de production met en avant l'importance d'appuyer la biodiversité locale, de favoriser une gestion durable des ressources naturelles (terres, forêts, eau) et d'adopter des pratiques agricoles durables pour augmenter la valeur nutritionnelle des aliments et renforcer la résilience aux changements climatiques dans la production alimentaire. Dans le droit fil de la politique du FIDA, la promotion des systèmes alimentaires des peuples autochtones peut également contribuer à la préservation de la biodiversité et à la mise en œuvre de méthodes agricoles climato-compatibles.
15. La logique de production appuie en outre les échanges et la commercialisation de produits alimentaires diversifiés et nutritifs. En adoptant une optique axée sur la nutrition dans l'ensemble de la filière agricole (s'agissant des pratiques après récolte améliorées, des installations de stockage, de la sécurité sanitaire des aliments, de la commercialisation et de l'étiquetage, notamment), et en renforçant les liens entre les producteurs et les consommateurs, il est possible de pousser à faire des choix alimentaires plus sains⁵. Les achats publics de produits alimentaires locaux jouent également un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès des

⁵ Kennedy E, Kershaw M, Coates J. « Food systems: pathways for improved diets and nutrition ». *Current Developments in Nutrition*. 2018. vol. 2, n° 9.

populations les plus vulnérables à des aliments nutritifs, notamment les enfants dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.

16. Dans la logique axée sur les revenus, l'amélioration de la nutrition passe par celle des revenus des ménages. Couplées à l'éducation nutritionnelle et à l'autonomisation des femmes et des jeunes, les deux logiques (production et revenus) peuvent donner lieu à de meilleurs choix alimentaires et contribuer à une alimentation saine. La logique axée sur les revenus consiste à appuyer les activités agricoles et non agricoles, à augmenter les liquidités des ménages et à renforcer les systèmes alimentaires locaux en soutenant les petites et moyennes entreprises et en facilitant l'accès aux services financiers en milieu rural.
17. L'augmentation des revenus, à elle seule, ne se traduit pas nécessairement par une meilleure nutrition, mais si elle est intégrée à l'éducation nutritionnelle, à la communication pour le changement social et comportemental et à l'autonomisation des femmes et des jeunes, la qualité de l'alimentation s'améliore de manière significative^{6,7}. L'autonomisation des femmes et des filles renforce leur prise de décision en matière d'achats alimentaires et de pratiques de santé, ce qui débouche sur une amélioration de la nutrition des ménages⁸.
18. Enfin, les deux stratégies nécessitent un environnement porteur solide, notamment des politiques d'accompagnement et des partenariats, pour pérenniser les résultats en matière de nutrition.
19. Les stratégies en matière d'agriculture à dimension nutritionnelle doivent être définies au cours de la phase de conception d'un projet, en fonction du contexte du pays et de chaque zone d'intervention. Cela suppose de tenir compte des causes profondes de la malnutrition et des principales difficultés rencontrées par le groupe cible du projet dans le système alimentaire, et de se mettre en phase avec les priorités nationales dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Une analyse de la situation nutritionnelle, intégrée dans l'évaluation de la pauvreté, de la fragilité et de la vulnérabilité réalisée pour le projet, aidera à définir les points d'entrée pour les interventions en matière de nutrition dans les investissements dans l'agriculture à dimension nutritionnelle et éclairera les stratégies relatives à cette dernière dans la théorie du changement du projet.
20. Les six points d'entrée principaux⁹ définis pour l'intégration de la nutrition dans les investissements à dimension nutritionnelle du FIDA sont: i) l'agrobiodiversité et la production d'aliments diversifiés et sans danger pour la santé; ii) la manutention après récolte, la transformation et la création de valeur ajoutée, les échanges et la commercialisation d'aliments diversifiés, sans danger pour la santé et nutritifs; iii) la croissance et la diversification des revenus; iv) les connaissances, les attitudes et les pratiques en matière de nutrition; v) l'autonomisation des femmes et des jeunes; vi) les systèmes alimentaires des peuples autochtones (voir l'annexe I).

⁶ Herforth, Anna, et Jody Harris. 2014. *Understanding and Applying Primary Pathways and Principles. Brief #1. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series*. Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.

⁷ Hawkes, C., R. Turner, et J. Waage. 2012. *Current and Planned Research on Agriculture for Improved Nutrition: A Mapping and a Gap Analysis*. Ministère du développement international du Royaume-Uni. Londres: Leverhulme Centre for Integrative Research on Agriculture and Health; Aberdeen (Royaume-Uni): Université de Aberdeen, Centre for Sustainable International Development.

https://www.researchgate.net/publication/259436807_Current_and_planned_research_on_agriculture_for_improved_nutrition_A_mapping_and_a_gap_analysis.

⁸ Kennedy E, Kershaw M, Coates J. « Food systems: pathways for improved diets and nutrition ». *Current Developments in Nutrition*. 2018. vol. 2, n° 9.

⁹ Les points d'entrée correspondent à des possibilités concrètes dans les projets du FIDA d'intégrer la nutrition dans les investissements dans le développement agricole et rural. Ces domaines d'intervention permettent d'incorporer la nutrition de manière transparente dans les stratégies de développement plus larges, et de renforcer l'efficacité des projets. En s'intéressant à plusieurs points d'entrée, le FIDA met en place des stratégies complémentaires qui permettent d'améliorer l'accès à l'alimentation, les débouchés économiques et les connaissances en matière de nutrition, ce qui apporte des résultats plus durables et à plus fort impact pour les communautés rurales.

B. Principaux résultats et réalisations

21. Les principaux résultats suivants ont été obtenus depuis 2019 (des précisions supplémentaires sont données à l'annexe III):
22. **Intégration de l'enjeu nutritionnel dans les opérations du FIDA**
 - Les programmes d'options stratégiques pour les pays intègrent de plus en plus souvent des objectifs nutritionnels.
 - La nutrition a été systématiquement intégrée dans les opérations du FIDA depuis la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10); 62% des projets de FIDA11 et 60% de ceux de FIDA12 ont satisfait aux critères de prise en compte des enjeux nutritionnels et obtenu des notes de supervision élevées.
23. **Renforcement des capacités et partage des connaissances**
 - Des formations régulières, l'élaboration et la diffusion de supports de connaissances et l'échange de connaissances entre pairs ont amélioré les compétences du personnel et des partenaires du FIDA en matière d'exécution.
 - Les outils d'orientation qui ont été élaborés, tels que des notes pratiques, des manuels, des boîtes à outils numériques et des cadres à l'échelle des filières tenant compte des enjeux nutritionnels, ont amélioré la conception des projets et ont renforcé les capacités du personnel.
24. **Partenariats stratégiques et reconnaissance mondiale**
 - Le FIDA est désormais un acteur mondial reconnu dans le domaine de l'agriculture à dimension nutritionnelle; il joue un rôle actif en tant que membre du comité directeur et coordonnateur de plateformes telles que ONU-Nutrition et Nutrition pour la croissance.

C. Principaux enseignements

25. Le Plan d'action actualisé pour la nutrition repose sur les conclusions et les recommandations de l'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition réalisée en 2024 par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE)¹⁰, du bilan interne 2022 du FIDA et de l'évaluation du précédent plan d'action, menée par le Fonds avec l'aide de consultants externes. Les principaux enseignements sont les suivants:
 - L'adhésion des pouvoirs publics est plus forte lorsque les mesures en faveur de la nutrition sont en phase avec les priorités nationales, mais il persiste une réticence si elles sont perçues comme entraînant un faible rendement des prêts.
 - Il est possible d'améliorer la cohérence des priorités avec le contexte des pays et les besoins en matière de nutrition en renforçant l'orientation et la portée des projets en ce qui concerne la promotion d'une alimentation saine et viable et de systèmes alimentaires durables. Il convient également d'accorder une plus grande attention à la lutte contre l'obésité et le surpoids, et de mettre l'accent sur les jeunes et les adolescentes dans les investissements à dimension nutritionnelle du FIDA.
 - Une assistance technique spéciale est nécessaire pour accroître les capacités d'exécution des unités de gestion de projet, surtout au démarrage.

¹⁰ L'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition a été réalisée en 2024 par l'IOE; il s'agit de la première évaluation au niveau de l'institution des éléments qui, dans l'ensemble du portefeuille du FIDA, concernent cet enjeu. Elle a couvert la période allant de 2016 (adoption du premier Plan d'action du FIDA pour la nutrition) à 2024, et a englobé le deuxième Plan d'action pour la nutrition (2019-2025). La conduite de cette évaluation a été approuvée à la cent trente-septième session du Conseil d'administration, tenue en décembre 2022.

- Des connaissances considérables ont été produites dans le domaine de la nutrition au cours des dix dernières années, mais il convient d'en améliorer le partage et de regrouper les enseignements tirés des projets afin d'éclairer plus efficacement la conception et l'exécution des projets. Les partenariats au niveau des pays, et notamment la collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, restent sous-exploités en dehors du secteur agricole, tant au niveau de la conception que lors de l'exécution des projets.
 - Les dons – qu'ils aient été financés par le FIDA ou au moyen de fonds supplémentaires – ont contribué de manière essentielle à l'intégration de la nutrition et à la collecte de retours d'expérience à partir des projets financés par le Fonds. L'environnement interne propice à l'action au service de la nutrition a été considérablement amélioré, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour répondre à l'évolution des besoins dans le cadre du portefeuille de plus en plus étoffé de projets du Fonds qui tiennent compte des enjeux nutritionnels.
26. Les recommandations formulées par IOE dans sa récente évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition visaient: i) l'adoption d'une approche axée sur les systèmes alimentaires durables dans le prochain Plan d'action du Fonds pour la nutrition; ii) le renforcement des ressources humaines et des capacités; iii) l'accroissement de la visibilité des produits de gestion des connaissances et l'amélioration des systèmes de suivi; iv) l'adoption d'une approche plus stratégique et plus durable de la mobilisation de ressources, en faisant appel à des sources tant internes qu'externes. L'annexe III donne des informations détaillées sur les progrès accomplis par le FIDA dans l'intégration de la nutrition.

III. Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031

A. Cohérence stratégique

27. Les investissements du FIDA dans l'agriculture à dimension nutritionnelle sont conçus pour aider les pays à atteindre les objectifs de leurs politiques nationales; les progrès sont mesurés au moyen d'indicateurs tels que la diversité alimentaire minimale pour les femmes. Ces initiatives sont en phase avec les engagements mondiaux en matière de nutrition et reflètent la volonté inébranlable du Fonds de lutter contre toutes les formes de malnutrition. L'amélioration de la situation nutritionnelle du groupe cible du FIDA est en phase avec l'objectif que s'est fixé le Fonds d'offrir une meilleure nutrition à cinq millions de personnes d'ici à 2027¹¹. La cible pour la période 2028-2031 sera définie en fonction des résultats mesurés dans les évaluations de l'impact.
28. Le Plan d'action pour la nutrition cadre avec les politiques, les stratégies et les plans d'action du FIDA, notamment les politiques concernant le ciblage, le genre et les peuples autochtones, les stratégies relatives au handicap, à l'environnement et au climat, au secteur privé, aux situations de fragilité et à la coopération Sud-Sud et triangulaire, et les plans d'action en faveur des jeunes et de l'égalité femmes-hommes. Les interventions du FIDA dans le domaine de l'agriculture à dimension nutritionnelle sont conformes à ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), et plus précisément à la norme 6 (santé et sécurité communautaires), du fait de l'élaboration de plans d'atténuation spécifiques¹².

¹¹ Cadre de gestion des résultats de FIDA13.

¹² FIDA. 2021. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), volumes 1 et 2.

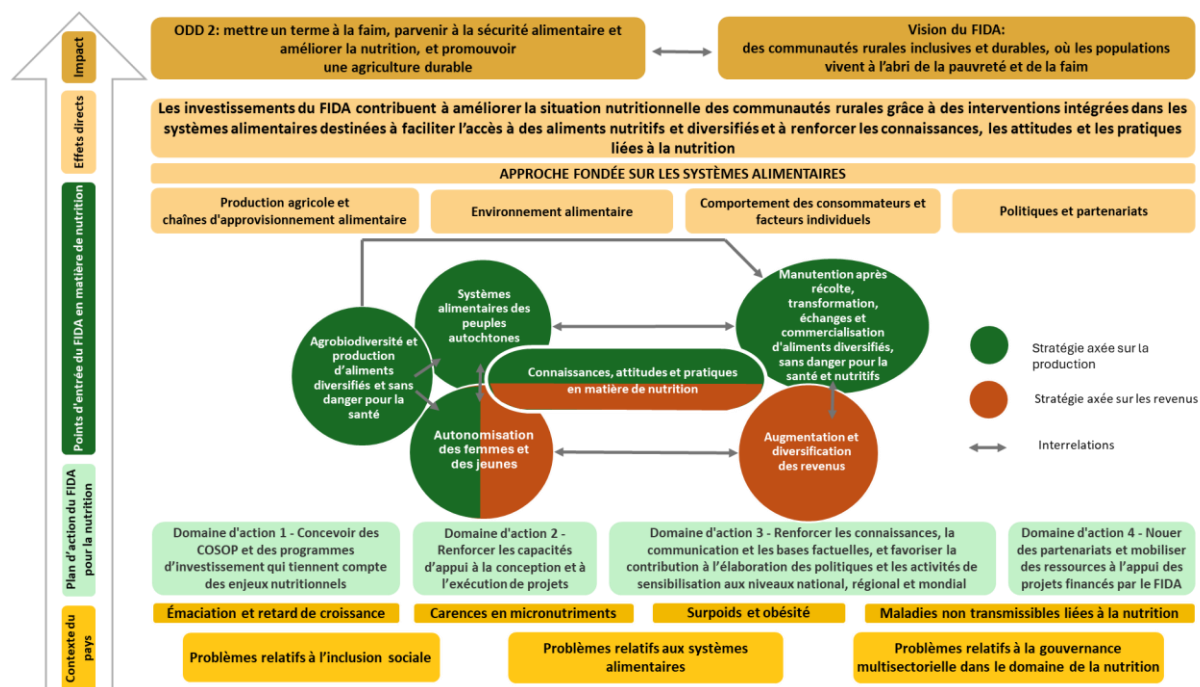
B. Théorie du changement concernant les travaux du FIDA sur la nutrition

29. Pour réduire toutes les formes de malnutrition, le FIDA promeut une agriculture à dimension nutritionnelle, favorise une alimentation diversifiée dans le cadre de systèmes alimentaires durables et équitables, et autonomise les communautés rurales, les agriculteurs, les pêcheurs, les pasteurs, les chasseurs-collecteurs, les jeunes, les femmes, les peuples autochtones et les personnes handicapées. En travaillant avec tous les secteurs, en mobilisant de multiples parties prenantes et en collaborant avec les cadres mondiaux relatifs à la nutrition, le FIDA s'efforce d'améliorer les résultats nutritionnels dans le cadre de l'objectif plus large de transformation rurale durable et sans exclusive. Ce faisant, le Fonds entend aider les États membres à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable.
30. Pour concrétiser sa vision d'un monde rural inclusif et durable, où les populations vivent à l'abri de la pauvreté et de la faim, le FIDA s'est fixé comme objectif, dans le domaine de la nutrition, d'améliorer la situation nutritionnelle des communautés rurales. Pour cela, il mènera dans les systèmes alimentaires des interventions intégrées qui améliorent l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés et renforcent les connaissances, les attitudes et les pratiques liées à la nutrition. Les résultats seront mesurés à l'aide des indicateurs clés de performance au niveau des produits (nombre de personnes bénéficiant d'un appui ciblé qui les aide à améliorer leur nutrition) et au niveau des effets directs (diversité alimentaire minimale pour les femmes et indicateurs relatifs aux connaissances, aux attitudes et aux pratiques liées à la nutrition).
31. En s'attachant aux trois dimensions clés des systèmes alimentaires (filières alimentaires, environnements alimentaires et comportement des consommateurs)¹³, le FIDA promeut une production alimentaire durable et diversifiée, des solutions après récolte, la conservation de la biodiversité et l'accès aux marchés pour augmenter le pouvoir d'achat des populations rurales vulnérables. Par ailleurs, les investissements du Fonds appuient les politiques en faveur de systèmes alimentaires équitables et favorisent les partenariats permettant d'obtenir des résultats en matière de nutrition. Ces investissements renforcent en outre les connaissances nutritionnelles, et encouragent un changement concret des comportements par une éducation nutritionnelle ciblée. Dans le cadre d'une approche sans exclusive, centrée sur les personnes et intégrée, et au moyen de stratégies adaptées au contexte, l'agriculture à dimension nutritionnelle contribue à mettre en place des systèmes alimentaires durables et équitables.
32. Pour intégrer la nutrition à ses investissements dans les systèmes alimentaires et permettre un accès équitable de son groupe cible à des aliments diversifiés, nutritifs et sans danger pour la santé, le FIDA a défini deux stratégies d'impact, telles que mentionnées ci-dessus, et six points d'entrée interdépendants (voir l'annexe I).
33. Le FIDA a conservé dans le présent Plan d'action pour la nutrition les domaines d'action du plan précédent, jugés très pertinents par IOE dans son évaluation thématique, tout en renforçant et en élargissant les activités associées à chaque domaine en fonction des lacunes décelées. L'obtention de résultats en matière de nutrition au niveau des pays dépendra de l'efficacité avec laquelle les interventions seront mises en œuvre dans ces domaines d'action interdépendants, à savoir:
 - i) concevoir des programmes d'options stratégiques pour les pays et des programmes d'investissement qui tiennent compte des enjeux nutritionnels;
 - ii) renforcer les capacités d'appui à la conception et à l'exécution de projets;

¹³ L'approche axée sur les systèmes alimentaires adoptée par le FIDA pour promouvoir une alimentation saine est exposée à l'appendice.

iii) renforcer les connaissances, la communication et les bases factuelles, et favoriser la contribution à l'élaboration des politiques et les activités de sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial; iv) nouer des partenariats et mobiliser des ressources à l'appui des projets financés par le FIDA. Le processus est illustré dans la représentation schématique de la théorie du changement proposée à la figure 1 ci-après.

Figure 1
Théorie du changement en matière de nutrition



C. Domaines d'action du Plan d'action pour la nutrition

34. **Domaine d'action 1 - Concevoir des programmes d'options stratégiques pour les pays et des programmes d'investissement qui tiennent compte des enjeux nutritionnels**
35. Depuis 2016, la nutrition a été intégrée dans tous les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP), à l'exception de ceux élaborés pour des pays sur le point de passer de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire. Depuis 2019, le FIDA a en outre atteint et dépassé ses cibles en matière de nutrition, et une part importante des projets de FIDA11 et de FIDA12 a tenu compte de ces enjeux. Le FIDA vise à renforcer l'intégration, à partir d'éléments probants, de l'agriculture à dimension nutritionnelle dans les COSOP et les programmes d'investissement au moyen d'une approche multisectorielle qui tire parti de la complémentarité avec les programmes publics et les acteurs sur le terrain, notamment les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et le secteur privé. Cette approche aidera à définir des résultats nutritionnels nationaux en fonction des contextes des pays, des voies que ces derniers empruntent pour transformer les systèmes alimentaires et des politiques, des stratégies et des plans d'action pertinents.

36. **Domaine d'action 2 - Renforcer les capacités d'appui à la conception et à l'exécution de projets**
37. Les cibles relatives à la qualité des projets en faveur de l'agriculture à dimension nutritionnelle qui ont été définies dans le Plan d'action pour la nutrition 2019-2025, et mesurées au moyen des notes attribuées lors de la supervision et de l'examen à mi-parcours, ont été dépassées au niveau mondial comme au niveau régional (voir l'annexe III). Les produits de gestion des connaissances en matière de nutrition, le renforcement des capacités, la coopération Sud-Sud et triangulaire et les échanges de connaissances entre pairs ont contribué de manière déterminante à la réalisation de ces objectifs relatifs à la qualité (résultats bien supérieurs à la cible définie de 50%). Cela montre qu'il est important d'assurer une promotion cohérente et de fournir une assistance technique ciblée qui tient compte des contextes particuliers, et de veiller à mettre à disposition les ressources humaines et financières nécessaires pour tenir les engagements pris par le FIDA en matière de nutrition.
38. Une assistance technique supplémentaire restera nécessaire pour remédier aux déficits de capacités du personnel, au nombre limité de spécialistes de l'agriculture à dimension nutritionnelle et à la faiblesse des systèmes de suivi de la nutrition, autant de contraintes qui sapent l'efficacité de la mise en œuvre et de la reproduction à plus grande échelle des activités tenant compte des enjeux nutritionnels, et qui sont plus marquées dans les situations de fragilité¹⁴. Le présent Plan d'action pour la nutrition actualisé pour 2026-2031 vise à tirer parti des bons résultats obtenus précédemment et à continuer de renforcer les capacités du personnel du FIDA, des consultants, des unités de gestion de projet, des organisations de la société civile (organisations de jeunes, organisations paysannes et organisations de peuples autochtones, notamment), des partenaires locaux et des acteurs du secteur privé. Les initiatives de renforcement des capacités seront conçues pour répondre aux besoins, offrir un bon rapport coût-efficacité et s'adapter aux contextes régionaux, sous-régionaux et nationaux.
39. **Domaine d'action 3 - Renforcer les connaissances, la communication et les bases factuelles, et favoriser la contribution à l'élaboration des politiques et les activités de sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial**
40. Pour répondre à l'évolution du paysage nutritionnel mondial, marquée par l'augmentation des maladies non transmissibles liées à la nutrition et le triple fardeau de la malnutrition (dénutrition, carences en micronutriments, et surpoids et obésité, qui coexistent souvent dans le même contexte), le FIDA adaptera son portefeuille de manière à s'attaquer plus efficacement à ces problèmes¹⁵. L'un des principaux volets de cette adaptation sera l'élaboration et la diffusion de supports de connaissances fondés sur des éléments probants solides en vue d'appuyer l'approche relative à l'agriculture à dimension nutritionnelle, en mettant l'accent sur la prévention et la gestion des maladies non transmissibles et la lutte contre le surpoids et l'obésité, notamment dans le cadre de partenariats avec des organisations apparentées, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
41. Le FIDA donnera la priorité à la production d'éléments probants solides pour faciliter l'intégration dans le cadre mondial d'indicateurs sur la prise en compte de la nutrition, tels que la diversité alimentaire minimale pour les femmes. Cette approche vise à combler les grandes lacunes en matière de connaissances, à éclairer les opérations dans les pays et à mettre en avant le rôle essentiel d'une alimentation saine dans la transformation des systèmes alimentaires. Les éléments probants générés seront largement diffusés, au moyen de plateformes numériques,

¹⁴ L'appendice expose en détail les activités en faveur de la nutrition dans les situations de fragilité.

¹⁵ L'appendice présente de manière détaillée l'approche fondée sur les systèmes alimentaires mise en place pour lutter contre le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles.

de pôles de connaissances, de boîtes à outils, d'études de cas et d'initiatives de participation à l'élaboration des politiques, pour informer sur les enjeux, favoriser la collaboration et renforcer les activités de sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial. À terme, ces efforts promouvront un accès plus équitable à une alimentation nutritive et favoriseront l'agriculture à dimension nutritionnelle dans les programmes appuyés par le FIDA.

42. **Domaine d'action 4 - Nouer des partenariats et mobiliser des ressources à l'appui des projets financés par le FIDA**

43. La pertinence et la visibilité du FIDA dans les initiatives mondiales se sont considérablement renforcées, ce qui souligne l'importance de mettre en avant les investissements et les actions du Fonds dans le domaine de l'agriculture à dimension nutritionnelle. Pour continuer à renforcer son rôle, le FIDA s'appuiera sur les partenariats existants et en nouera de nouveaux en fonction des besoins pour améliorer l'impact de ses investissements dans l'agriculture à dimension nutritionnelle. Il s'agira notamment de prêter une attention particulière aux situations de fragilité, en intensifiant la collaboration avec le secteur privé et les microentreprises et petites et moyennes entreprises et en trouvant des solutions locales résilientes aux changements climatiques pour lutter contre la malnutrition.
44. Les partenariats avec les organismes de développement, les autres organismes ayant leur siège à Rome et les membres d'ONU-Nutrition seront renforcés en vue d'appuyer les petits exploitants agricoles et les microentreprises et petites et moyennes entreprises agricoles, de promouvoir une alimentation saine et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au sein des communautés vulnérables, y compris dans les situations de fragilité. Les activités comprendront un renforcement des capacités, une planification conjointe, une assistance technique¹⁶, des campagnes novatrices et la mobilisation d'investissements pour mettre en place des initiatives à l'échelle du système des Nations Unies bien coordonnées et bien prises en charge par les pays¹⁷.
45. L'équipe du FIDA chargée de la nutrition a évolué et s'est agrandie depuis 2016, avec l'arrivée de spécialistes supplémentaires au siège et d'administrateurs auxiliaires¹⁸ et, dans le cadre de la décentralisation du Fonds, de spécialistes principaux basés dans les bureaux régionaux. La création d'un registre des consultants a contribué à renforcer l'assistance technique fournie aux projets financés par le Fonds. Des fonds supplémentaires, provenant principalement de l'Allemagne, du Canada et de la Norvège, ont permis d'accroître le nombre de professionnels et de soutenir des initiatives de renforcement des capacités, notamment des ateliers régionaux sur l'agriculture à dimension nutritionnelle. Ces fonds ont appuyé de manière essentielle les actions du FIDA tenant compte des enjeux nutritionnels, mais les montants mobilisés restent faibles comparés à ceux dont bénéficient les autres domaines thématiques. Il sera essentiel de poursuivre la mobilisation de ressources, y compris par des dons, pour tirer parti des réalisations passées et assurer la fourniture continue d'un appui technique aux investissements.
46. Le FIDA restera à l'affût de possibilités d'accroître son budget au moyen de ressources provenant de fonds supplémentaires. Le Fonds actualisera également le registre des consultants au niveau régional, et élaborera des directives relatives à la mobilisation de ressources financières pour la nutrition. Par ailleurs, il suivra les contributions au financement de l'action climatique dans les projets tenant compte de la nutrition.

¹⁶ FIDA, Programme alimentaire mondial. 2024. *Enhancing Partnership between IFAD and WFP: Action Plan on Joint Work in Fragile Situations*.

¹⁷ FIDA 2023. Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA: Renforcer la résilience rurale au service de la sécurité alimentaire.

¹⁸ Deux administrateurs auxiliaires sont parrainés par la France et la Suisse.

47. L'annexe II présente en détail les quatre domaines d'action, avec leurs produits et activités.

D. Mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition

48. La mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition 2026–2031 est une entreprise à l'échelle de l'institution qui demande l'engagement et la collaboration de l'ensemble des départements et divisions concernés, et dans laquelle la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale a un rôle de coordination générale des activités, du suivi et de la communication d'informations.
49. Une approche adaptative sera adoptée pour la mise en œuvre; l'équipe s'appuiera sur des évaluations régulières des progrès et s'attachera à répondre aux nouveaux défis, aux nouvelles possibilités et aux éléments issus de l'apprentissage itératif, et le plan d'action sera actualisé de temps à autre si nécessaire. L'avancement de la mise en œuvre sera suivi au moyen des systèmes de gestion interne. La direction communiquera les progrès importants, notamment ceux concernant des engagements pris au titre de la reconstitution des ressources, dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement.
50. La mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition 2026-2031 ne devrait pas entraîner de coûts supplémentaires notables du fait de l'utilisation de modalités d'exécution plus rationalisées, et sera largement financée par le budget administratif du Fonds approuvé chaque année. Comme indiqué sous le domaine d'action 4, les activités de mobilisation de ressources supplémentaires pour appuyer des initiatives stratégiques, nouvelles ou existantes, seront poursuivies selon les besoins, par exemple par l'intermédiaire du programme de dons du FIDA et lorsque des possibilités de partenariat pertinent ou de financement supplémentaire se présenteront.

Investissements agricoles à dimension nutritionnelle – angles d’attaque

1. **Agrobiodiversité et production alimentaire diversifiée et sûre.**
 Pour améliorer la qualité de l’alimentation, les projets doivent apporter des investissements dans toute une gamme d’aliments riches en nutriments – fruits, légumes, aliments d’origine animale (à savoir la viande d’élevage, les poissons et les insectes, suivant les habitudes culturelles), cultures bioenrichies, espèces sous-utilisées et produits de base comme les céréales et les tubercules¹⁹. La production durable reposant sur l’agroécologie s’est montrée efficace, car elle tire parti de la biodiversité locale et des espèces négligées et sous-utilisées, améliore la gestion des sols et des ravageurs, et intègre terres, végétation et systèmes hydriques. Le lien nutrition-climat-biodiversité²⁰ sera inscrit dans les stratégies de production, qui s’intéresseront à la résilience climatique, à l’utilisation durable des ressources et aux considérations de santé environnementale. Les infrastructures aussi sont indispensables à la production alimentaire sûre et durable, notamment pour garantir la disponibilité d’une eau sûre pour la production et la consommation humaine²¹.
2. **Transformation, échange et commercialisation d’aliments nutritifs.**
 Une approche agricole à dimension nutritionnelle sera appliquée sur toute la filière alimentaire – en ce qui concerne les intrants, la manutention après récolte, la transformation, la vente au détail et la commercialisation – afin d’améliorer la disponibilité des aliments nutritifs et l’accès à ces aliments. Les projets doivent promouvoir la sécurité sanitaire des aliments, permettre de réduire les pertes et encourager les innovations propres à relier les producteurs aux consommateurs autour d’aliments sains, bon marché et durables, notamment en renforçant la présence d’aliments locaux nutritifs dans les marchés publics. Des progrès en matière d’étiquetage et de publicité peuvent aider les consommateurs à faire des choix sains en connaissance de cause.
3. **Croissance et diversification des revenus.** L’augmentation des revenus des populations rurales n’est pas *ipso facto* synonyme d’une meilleure nutrition; il est en revanche prouvé qu’elle y contribue efficacement si elle est couplée à une éducation à la nutrition et à des interventions d’autonomisation des femmes et des jeunes^{22,23}. Les investissements en faveur d’activités rémunératrices agricoles et non agricoles doivent donc porter aussi sur l’éducation à la nutrition et sur la communication pour le changement social et comportemental pour produire les effets directs escomptés sur le plan nutritionnel. Le secteur privé²⁴ est concerné à plusieurs titres puisqu’il peut stimuler à la fois la croissance des revenus et l’amélioration des résultats nutritionnels. Par leurs investissements dans des filières à dimension nutritionnelle, mais aussi par leur rôle dans la transformation, l’échange et la mise en marché d’aliments nutritifs, les acteurs privés créent des possibilités d’emploi et d’entrepreneuriat qui favorisent la diversification des revenus des communautés rurales. Ces activités peuvent améliorer la disponibilité locale des aliments, stabiliser les chaînes d’approvisionnement et faire tomber les obstacles structurels à la nutrition.

¹⁹ Banque mondiale. *Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches Agriculture and Rural Development*.

²⁰ Le lien nutrition-climat-biodiversité dans les investissements du FIDA est expliqué en appendice.

²¹ L’approche du FIDA sur l’eau, l’assainissement et l’hygiène (WASH) dans l’agriculture à dimension nutritionnelle est détaillée en appendice, dans le paragraphe intitulé « Nutrition-sensitive agriculture leveraging IFAD’s water investments to boost nutrition outcomes in rural areas ».

²² Voir la note de bas de page 19

²³ FAO. 2017. *Nutrition-sensitive agriculture and food systems in practice: Options for intervention*.

²⁴ Une description de la collaboration avec le secteur privé pour améliorer les résultats nutritionnels est incluse dans l’appendice.

4. **Autonomisation des femmes et des jeunes.** La formation, le contrôle des ressources et la participation aux filières des femmes sont essentiels pour une meilleure nutrition des ménages^{25,26}. Tous les projets financés par le FIDA promeuvent l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes. Le soutien ciblé aux adolescentes par l'émancipation économique, l'éducation, le changement comportemental et l'accès aux services est une stratégie viable pour briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition, car il aide à retarder les mariages et les grossesses précoces et apporte aux femmes des connaissances et compétences nécessaires à leur bien-être. Les femmes autochtones sont un élément clé du point de vue des effets directs nutritionnels, car elles préservent la biodiversité et sont dépositaires de riches systèmes traditionnels de savoirs à transmettre aux nouvelles générations. Il est essentiel aussi de s'adresser aux jeunes pour stimuler l'innovation et intégrer l'enjeu nutritionnel dans des systèmes alimentaires durables, à chaque étape de la filière. L'interface ville-campagne, les programmes d'approvisionnement local des cantines scolaires et la vente en ligne d'aliments nutritifs sont de bons points d'entrée pour donner aux jeunes les moyens de défendre une alimentation saine, la résilience climatique et l'équité sociale.
5. **Systèmes alimentaires des peuples autochtones.** Malgré leur richesse nutritionnelle, les systèmes alimentaires des peuples autochtones sont souvent sous-estimés. Conformément à la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, le FIDA contribue à assurer la protection et la préservation des systèmes alimentaires des peuples autochtones, qui dépendent fortement de la sécurisation de leurs droits d'accès à leurs terres, à leurs territoires et à leurs ressources naturelles, et sont étroitement liées à leur bien-être culturel, social et spirituel. Dans le cadre de ses investissements, le FIDA favorise: i) les sources d'alimentation variées et autochtones, ainsi que les pratiques culturelles et sociales liées à la cueillette et à la production de nourriture; ii) les pratiques de gestion agroécologique et de gestion des territoires; iii) la disponibilité, l'accessibilité, la modicité des prix et la consommation d'aliments variés et nutritifs, y compris les espèces négligées et sous-utilisées, et la protection génétique de ces dernières.
6. **Connaissances, attitudes et pratiques nutritionnelles.** Cet angle est fondamental à plus d'un titre pour atteindre les effets directs escomptés en matière de nutrition. Les projets doivent prévoir une communication pour le changement comportemental et une éducation à la nutrition axées sur la sélection et la préparation des aliments, sur l'hygiène et la santé environnementale et sur la sécurité sanitaire des aliments dans les filières. Il peut être utile du point de vue de l'éducation nutritionnelle et de la durabilité dans les communautés rurales de promouvoir des régimes à faible impact et des pratiques alimentaires traditionnelles – ce qui comprend l'utilisation de la biodiversité locale et des espèces sous-utilisées. L'éducation à la nutrition à titre de vulgarisation agricole, point essentiel, implique d'intégrer les connaissances et les pratiques nutritionnelles dans les services de formation et de conseil agricoles, y compris ceux assurés par des groupes de producteurs, des entreprises ou tout autre acteur du secteur privé, tout au long des filières. Les campagnes de communication pour le changement social et comportemental ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes se sont avérées extrêmement utiles pour améliorer les effets directs nutritionnels dans les projets financés par le FIDA, et s'appuyaient notamment sur des partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies.

²⁵ Smith, Lisa C., et al. 2003. *The Importance of Women's Status for Child Nutrition in Developing Countries*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Rapport de recherche 131. Washington, D.C.

²⁶ Kennedy E, Kershaw M, Coates J. « Food systems: Pathways for Improved Diets and Nutrition ». *Current Developments in Nutrition*. 2018. vol. 2, n° 9.

Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031

DOMAINE D'ACTION 1: CONCEPTION DE COSOP ET DE PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT À DIMENSION NUTRITIONNELLE	
EFFET DIRECT n° 1. Adoption d'une approche intégrée et socialement inclusive: un cadre sur les systèmes alimentaires est inscrit dans les COSOP et les projets afin d'améliorer l'accès à des aliments divers, sans danger pour la santé et nutritifs et d'améliorer les effets directs nutritionnels pour les populations bénéficiaires directes.	
ACTIVITÉS	ÉCHÉANCIER INDICATIF
Activité 1.1. Mener une étude sur dossier complète de la pauvreté, de la vulnérabilité et de la fragilité, incluant une analyse de la situation nutritionnelle et d'inclusion sociale, aux fins des COSOP.	En cours
Activité 1.2. Intégrer systématiquement la nutrition dans 100% des COSOP et 60% des documents de projet, conformément aux voies nationales pour la transformation des systèmes alimentaires, aux politiques, stratégies et plans d'action en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et à l'approche à dimension nutritionnelle du FIDA.	En cours
Activité 1.3. Équiper les équipes de pays de dossiers d'investissement relevant d'une approche à dimension nutritionnelle pour soutenir la conception de projets et faciliter la collaboration avec les gouvernements et partenaires sur le terrain.	En cours
Activité 1.4. Établir des réunions intégrées de coordination pour assurer une intégration cohérente de la nutrition, de l'inclusion sociale (genre, jeunesse, peuples autochtones et personnes handicapées) ainsi que des considérations environnementales et climatiques dès le début du développement des COSOP (point commun au Plan d'action sur le genre, au Plan d'action pour la nutrition et au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux).	D'ici à 2026
Activité 1.5. Envisager de réviser les critères de conception et des marqueurs de supervision pour la nutrition, le genre et la jeunesse (point commun au Plan d'action sur le genre, au Plan d'action pour la nutrition et au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux).	D'ici à 2028
DOMAINE D'ACTION 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN SOUTIEN À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS	
EFFET DIRECT n° 2. Renforcement de la qualité des investissements du FIDA relevant de l'agriculture à dimension nutritionnelle grâce à l'amélioration des connaissances techniques et renforcement des capacités du personnel du FIDA occupant des rôles clés, des équipes pays, des équipes de gestion de projet et des partenaires (institutions gouvernementales, secteur privé, peuples autochtones, agriculteurs, organisations de femmes et de jeunes, et ONG) à défendre la conception et la mise en œuvre de projets agricoles à dimension nutritionnelle.	
ACTIVITÉS	ÉCHÉANCIER INDICATIF
Activité 2.1. Organiser au moins six événements de partage des connaissances au niveau des divisions régionales pour le personnel du FIDA, les unités de gestion de projet et les partenaires d'exécution sur les systèmes agricoles et alimentaires à dimension nutritionnelle, en tenant compte de toutes les formes de malnutrition.	D'ici à 2031
Activité 2.2. Organiser au moins une session de formation chaque année pour le personnel, les unités de gestion de projet et les consultants soutenant le portefeuille nutritionnel afin de s'assurer qu'ils restent informés des derniers développements et respectent les procédures spécifiées lors du soutien technique aux projets du FIDA à dimension nutritionnelle.	D'ici à 2031
Activité 2.3. Organiser au moins une session de renforcement des capacités (cliniques de nutrition) ciblant les unités de gestion de projet, les partenaires locaux et les acteurs clés durant les deux premières années des projets reposant sur une démarche à dimension nutritionnelle.	D'ici à 2031
Activité 2.4. Développer et mettre en œuvre un programme régional de formation unifié sur l'inclusion sociale intégrée, couvrant le ciblage, la nutrition, le genre et les approches tenant compte des jeunes pour le personnel et les consultants du FIDA, les unités de gestion de projet et les partenaires d'exécution (point commun au Plan d'action sur le genre, au Plan d'action pour la nutrition et au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux).	D'ici à 2031
Activité 2.5. Mettre en œuvre stratégiquement des cliniques de nutrition pour combler les lacunes et qui soient fondées sur les besoins afin de renforcer les capacités des unités de gestion de projet et d'améliorer la qualité de la mise en œuvre des projets.	En cours
Activité 2.6. Une fois le Plan d'action pour la nutrition 2026-2031 établi sous sa forme définitive, mettre à jour les directives pour la supervision et les examens à mi-parcours des investissements à dimension nutritionnelle.	D'ici à 2027

DOMAINE D'ACTION 3: RENFORCER LES CONNAISSANCES, LA COMMUNICATION ET LES PREUVES, ET ENCOURAGER L'ENGAGEMENT ET LE PLAIDOYER POLITIQUES AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET MONDIAL	
EFFET DIRECT n° 3. Production, diffusion et utilisation dans les systèmes alimentaires d'éléments probants sur l'agriculture à dimension nutritionnelle améliorées	
ACTIVITÉS	ÉCHÉANCIER INDICATIF
Activité 3.1. Élaborer des orientations stratégiques en matière de communication nutritionnelle et de partage des connaissances par l'entremise d'une boîte à outils axée sur l'agriculture à dimension nutritionnelle, et les rendre accessibles à un guichet unique, tant en interne qu'en externe.	D'ici à 2026
Activité 3.2. Créer un registre des connaissances générées par le FIDA sur l'approche agricole à dimension nutritionnelle dans les systèmes alimentaires et tirer parti des partenariats avec l'entité interinstitutions des Nations Unies, ONU-Nutrition, sur un registre commun de produits de connaissances et une stratégie collective de plaidoyer en matière de nutrition.	D'ici à 2026
Activité 3.3. Développer et maintenir un pôle de connaissances numérique intégré et une collection d'apprentissages en ligne pour l'inclusion sociale, en compilant des ressources, des outils et des preuves sur le genre, la nutrition et la jeunesse (point commun au Plan d'action sur le genre, au Plan d'action pour la nutrition et au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux).	D'ici à 2026
Activité 3.4. Mettre à jour le glossaire du FIDA sur la nutrition.	D'ici à 2026
Activité 3.5. Mettre à jour les recommandations nutritionnelles, les notes pratiques et les trousseaux à outils du FIDA afin de s'aligner sur le Plan d'action pour la nutrition mis à jour, notamment en renforçant l'accent sur les voies agricoles à dimension nutritionnelle qui traitent le surpoids et l'obésité.	D'ici à 2026
Activité 3.6. Élaborer et diffuser une stratégie pour intégrer des interventions scolaires dans les projets financés par le FIDA, incluant une cartographie des activités de nutrition scolaire financées par le FIDA.	D'ici à 2026
Activité 3.7. Développer cinq études de cas (une par région) sur des initiatives innovantes pour une agriculture à dimension nutritionnelle issues des investissements du FIDA, en se concentrant également sur l'intersectionnalité avec les thématiques transversales prioritaires (par exemple, genre, jeunesse, climat ou biodiversité).	D'ici à 2031
Activité 3.8. Utilisez les évaluations de l'impact menées par le Bureau de l'efficacité du développement durant FIDA13 sur des projets comportant des interventions axées sur la nutrition afin de dégager les principaux enseignements tirés et d'éclairer les investissements à dimension nutritionnelle, en cours et à venir.	D'ici à 2031
Activité 3.9. Mettre à jour les questionnaires nutritionnels sur la diversité alimentaire minimale pour les femmes (MDD-W) et KAP pertinents au regard des indicateurs de base relatifs aux effets afin d'intégrer l'évaluation de la consommation de groupes alimentaires liés à un risque accru de surpoids, d'obésité et de maladies non transmissibles.	D'ici à 2026
Activité 3.10. Élaborer un compendium d'indicateurs supplémentaires au niveau des projets qui relèvent les progrès immédiats et à moyen terme vers les objectifs nutritionnels, à adopter volontairement lors de la phase de conception du projet.	D'ici à 2026
Activité 3.11. Développez un modèle facile à utiliser pour l'analyse et la présentation des résultats du MDD-W.	D'ici à 2026
Activité 3.12. Développer un programme pilote d'analyse coûts-bénéfices des activités de jardins potagers à la maison ou à l'école.	D'ici à 2028
Activité 3.13. Soutenir l'élaboration d'au moins deux politiques nationales inspirées par une approche à dimension nutritionnelle ou portant sur des régimes alimentaires sains en étroite coopération avec les gouvernements et en tirant parti de la présence sur le territoire de partenaires tels que les organismes des Nations Unies et le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN).	D'ici à 2031
Activité 3.14. Participer à des politiques liées à la nutrition, à des plateformes de plaidoyer et de partage des connaissances (organismes ayant leur siège à Rome, Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, Réseau des Nations Unies pour SUN/REACH, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Union africaine, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique et le forum politique de haut niveau pour le développement durable, Semaine de la nutrition à Rome).	D'ici à 2031

Activité 3.15. Contribuer aux rapports mondiaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition et partager les expériences acquises par le FIDA dans les pays en matière d'intégration de l'agriculture à dimension nutritionnelle (par exemple, le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, le Rapport sur la nutrition mondiale, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, Nutrition pour la croissance et le Rapport sur le développement rural).	D'ici à 2031
DOMAINE D'ACTION 4 : CONSTRUIRE DES PARTENARIATS ET MOBILISER LES RESSOURCES EN SOUTIEN AUX PROJETS FINANCÉS PAR LE FIDA	
EFFET DIRECT n° 4. Renforcement des partenariats aux niveaux mondial, régional et national avec des partenaires clés, et des ressources sécurisées pour intégrer la nutrition au sein des investissements du FIDA.	
ACTIVITÉS	ÉCHÉANCIER INDICATIF
Activité 4.1. Renforcer les partenariats aux niveaux mondial, régional et national [ONU-Nutrition, Mouvement SUN, groupe de travail régional des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, organisations sœurs des Nations Unies (par exemple dans des contextes de fragilité, notamment en travaillant sur l'ensemble des activités scolaires entre le nexus humanitaire-développement-paix)] afin de bénéficier aux opérations du FIDA, d'améliorer la visibilité des investissements et de défendre les investissements relevant d'une approche à dimension nutritionnelle.	D'ici à 2031
Activité 4.2. Développer au moins trois nouveaux partenariats stratégiques avec des organismes des Nations Unies, le milieu universitaire, des institutions de recherche et des organisations de développement aux niveaux national et régional.	D'ici à 2031
Activité 4.3. Renforcer la coopération avec les organisations paysannes, les réseaux et organisations de peuples autochtones et les organisations de jeunesse tant au niveau national que régional afin de valoriser leur rôle de défenseurs politiques et de groupes de terrain pour promouvoir une agriculture à dimension nutritionnelle.	D'ici à 2031
Activité 4.4. Élaborer des lignes directrices opérationnelles sur la mobilisation du secteur privé afin d'accompagner les équipes de pays et de renforcer l'engagement ainsi que les partenariats pour des investissements agricoles à dimension nutritionnelle.	D'ici à 2027
Activité 4.5. Établir et maintenir un registre consolidé au niveau régional de consultants homologués ayant une expertise en nutrition et des connaissances opérationnelles en inclusion sociale (commun au Plan d'action sur le genre, au Plan d'action pour la nutrition et au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux).	D'ici à 2031
Activité 4.6. Élaborer et mettre en œuvre des lignes directrices stratégiques pour mobiliser des ressources financières pour la nutrition.	D'ici à 2028
Activité 4.7. Surveiller la part du financement climatique dans les projets reposant sur une démarche à dimension nutritionnelle.	En cours

Principaux résultats et retours d'expérience

1. Au cours de la dernière décennie, à partir de la Dixième reconstitution de ses ressources (FIDA10), le FIDA a intensifié son attention sur la nutrition. Deux plans d'action pour la nutrition ont été élaborés, pour les périodes 2016-2018 et 2019-2025, respectivement, afin de promouvoir une agriculture à dimension nutritionnelle.
2. En décembre 2024, la mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition 2019-2025 avait considérablement fait progresser l'intégration de cet enjeu dans l'ensemble du portefeuille du FIDA, avec des progrès mesurables dans les cinq domaines d'action. On trouvera ci-après la synthèse des réalisations et des retours d'expérience découlant du Plan d'action pour la nutrition 2019-2025, par domaines d'action, utilisés comme base pour élaborer la présente version du Plan d'action pour la nutrition.

Domaine d'action 1: Conception de COSOP et de projets tenant compte des enjeux nutritionnels

3. Réalisations:

- Depuis 2016, la nutrition est intégrée dans tous les programmes d'options stratégiques dans les pays(COSOP), sauf dans les pays proches de dépasser seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives avant le début d'un cycle de financement du FIDA.
- La nutrition est prise en compte sous forme d'évaluations nutritionnelles par pays, de repérage de stratégies sur le sujet, et de théorie du changement prévoyant des effets directs, produits, activités et indicateurs concernant la nutrition.
- Le FIDA a constamment atteint et dépassé ses objectifs nutritionnels, 62% des projets au titre de FIDA11 et 60% des projets au titre de FIDA12 intégrant une dimension nutritionnelle.

4. Retours d'expérience:

- L'administration publique se mobilise d'autant plus que la nutrition est prioritaire au niveau national et que le projet dépend d'un financement mixte dons-prêts.
- Les pouvoirs publics peuvent hésiter à allouer des ressources de prêt à l'agriculture à dimension nutritionnelle, car ils doutent parfois de leur rendement.
- Les parcours et activités nutritionnels doivent être clairement définis, budgétisés et pleinement intégrés dans la conception des projets pour produire leurs fruits.

Domaine d'action 2: Capacité d'exécution

5. Réalisations:

- Depuis 2019, le FIDA a organisé 13 événements de formation, de renforcement des capacités et de partage d'expériences, sachant que l'objectif fixé dans le Plan d'action pour la nutrition 2019-2025 (six) était inférieur de moitié.
- La qualité des projets à dimension nutritionnelle a été élevée, 82% ayant reçu des notes satisfaisantes à la supervision et 66% respectant les normes d'examen à mi-parcours, pourcentages à chaque fois bien supérieurs au seuil escompté de 50%.

6. Retours d'expérience:

- Le recrutement précoce de spécialistes agricoles de la nutrition au sein des unités de gestion de projet (UGP) améliore considérablement l'exécution des projets.
- De nombreuses UGP manquent d'experts en nutrition ou attribuent plusieurs thèmes à un seul point focal, ce qui réduit la qualité de la mise en œuvre.
- La faible capacité de suivi des indicateurs nutritionnels pose encore problème, car les indicateurs fondamentaux du FIDA sont perçus comme coûteux et complexes, et des lacunes persistent dans l'intégration et la coordination du suivi-évaluation.
- Lorsque les indicateurs d'effets directs fondamentaux relatifs à la nutrition sont alignés avec les enquêtes initiales, à mi-parcours et de clôture, le coût supplémentaire est minimisé.

Domaine d'action 3: Influence sur les politiques, coopération et partenariats**7. Réalisations:**

- Le FIDA a établi des partenariats stratégiques avec des organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, des donateurs bilatéraux, des institutions académiques et des réseaux tels que Slow Food et le Partenariat autochtone pour l'agrobiodiversité et la souveraineté alimentaire.
- Le FIDA a activement participé à de grandes coalitions et initiatives, notamment la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, la Zero Hunger Coalition (Coalition pour la faim zéro), le Programme pour des systèmes alimentaires durables, le Groupe de travail thématique sur la nutrition et les maladies non transmissibles de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies, le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones, et le Centre d'excellence régional pour la lutte contre la faim et la malnutrition (CERFAM).
- Le FIDA a renforcé sa collaboration avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome grâce à des initiatives telles que des programmes conjoints d'alimentation scolaire avec le Programme alimentaire mondial.
- Le FIDA a participé activement à des plateformes mondiales telles que les sommets Nutrition pour la croissance, des coalitions sur les systèmes alimentaires et ONU-Nutrition, ce qui a renforcé sa reconnaissance mondiale.

8. Retours d'expérience:

- La plupart des partenariats restent concentrés au niveau du siège, avec une opérationnalisation limitée au niveau national.
- Le cofinancement de projets avec d'autres institutions financières internationales est difficile en raison de la diversité des priorités et indicateurs institutionnels.
- Les gouvernements ne reconnaissent souvent pas le FIDA comme un acteur clé de la nutrition dans le domaine politique.
- Un engagement politique plus fort au niveau national et l'intégration de la nutrition dans les réformes financées par les prêts sont nécessaires.

Domaine d'action 4: Savoirs, communication et éléments probants

9. Réalisations:

- Le FIDA a développé des supports de connaissances clés, notamment des notes pratiques sur les COSOP et projets à dimension nutritionnelle, un manuel sur les filières à dimension nutritionnelle, des orientations sur les espèces négligées et sous-utilisées, ainsi qu'une boîte à outils numérique sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones.
- Le FIDA a renforcé ses capacités grâce à la formation et à l'apprentissage entre pairs, et a codéveloppé des cours avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les filières alimentaires durables, l'alimentation scolaire utilisant la production locale et l'analyse des pertes alimentaires.

10. Retours d'expérience:

- Le partage des connaissances reste limité tant au niveau des projets qu'au niveau des pays.
- Il est nécessaire de systématiser la collecte et l'utilisation des enseignements tirés de l'expérience, des bonnes pratiques et des éléments probants à tous les niveaux.
- De meilleurs mécanismes sont nécessaires pour renforcer l'apprentissage, la portée et l'élargissement des approches agricoles à dimension nutritionnelle.

Domaine d'action 5: Ressources humaines et financières

11. Réalisations:

- Le FIDA a renforcé le personnel chargé des questions de nutrition tant au niveau du siège que régional.
- Un registre de plus de 60 consultants en nutrition a été constitué pour soutenir la mise en œuvre des projets.
- Entre 2019 et 2024, le FIDA a mobilisé 12 millions d'USD de fonds supplémentaires et 1,78 million d'USD de dons. Les principales sources de financement ont inclus:
 - le Canada (2013-2019), qui a contribué à hauteur de 5 millions d'USD pour lancer l'intégration de la nutrition et a financé deux spécialistes ainsi qu'un membre du personnel administratif;
 - l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (2019-2025), qui a accordé 6,6 millions d'USD au renforcement de l'intégration des systèmes alimentaires dans neuf projets répartis dans sept pays et a financé un spécialiste P-3, deux agents professionnels temporaires, des experts techniques supplémentaires, un membre du personnel administratif, ainsi que le renforcement des capacités et le suivi de la nutrition;
 - le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, qui a contribué à hauteur de 267 750 USD pour renforcer l'articulation entre climat et nutrition;
 - des gouvernements, qui ont soutenu quatre administrateurs auxiliaires au sein de l'équipe chargée des questions de nutrition, dont trois financés par la France et un par la Suisse.

12. Retours d'expérience:

- La demande d'appui technique pour la conception et la mise en œuvre dépasse la capacité disponible. L'équipe du siège chargée de la nutrition est surchargée de travail, avec 124 projets agricoles à dimension nutritionnelle en cours.
- Le registre des consultants affiche une représentation régionale inégale, et les contrats à court préavis limitent souvent la disponibilité des experts.
 - Les fonds supplémentaires ont joué un rôle déterminant dans l'expansion du soutien technique.
 - Il est possible de mobiliser des ressources financières supplémentaires telles que le financement climatique et de renforcer le lien climat-biodiversité-nutrition.
- Des mises à jour régulières et une promotion plus large du registre des consultants en nutrition, en particulier dans plusieurs langues, sont nécessaires pour garantir un soutien régional équitable.

Thematic spotlights

1. The spotlights provided below, show the new dimensions that this updated NAP will focus upon, such as overweight and obesity, biodiversity, nutrition in fragile contexts, and engagement with the private sector.

IFAD's Food Systems Approach for Healthy Diets²⁷

2. Evidence suggests that adopting a more integrated food systems approach is essential for reducing all forms of malnutrition and NCDs.²⁸ To optimize IFAD's investments, suitable pathways for enhancing agriculture-nutrition linkages will leverage on entry points within food systems that align with IFAD's strengths and focus areas and address nutrition challenges in food system approach.
3. These challenges span various dimensions of the food system. In agricultural production and the supply chain, factors like limited access to seeds/planting materials, land, water, and energy, soil degradation, biodiversity loss, and post-harvest food loss hinder sustainability. In the food environment, critical issues include food safety²⁹, unsafe processing, poor food quality, and limited access to clean water. Access to nutritious local foods is affected by weak marketing, poor labeling, and reduced purchasing power, while the rise in processed foods limits healthy choices. Consumer behavior and individual factors such as intra-household/community resource allocation and perceptions play a significant role in equitable access to and actual consumption of healthy diets and can lead to an increased risk to several forms of malnutrition. These challenges disproportionately affect vulnerable groups, including women, youth, persons with disabilities, and Indigenous Peoples. Addressing these interconnected barriers is essential for creating more resilient and equitable food systems. To tackle the challenges that hinder access to healthy diets for everyone, IFAD will leverage its comparative advantages including its direct partnership with UN agencies and other actors, governments, private sector and target group, resource mobilization, and extensive rural investment portfolio to support small-scale producers in promoting nutrition-sensitive agriculture and combating all forms of malnutrition³⁰.

Nutrition Climate-biodiversity nexus in IFAD's Investments

4. Biodiversity loss threatens livelihoods and food systems, reducing resilience and adaptive capacities of rural communities. This is especially critical for vulnerable rural households, whose production system and livelihoods depend directly on health and biological diversity of these ecosystems. About 70 per cent of the world's poor people depend on wild species, 1/5 people rely on wild plants, algae and fungi for food and income³¹. Biodiversity at all levels—genetic, species, and ecosystem—

²⁷ Healthy diets are those diets that are of adequate quantity and quality to achieve optimal growth and development of all individuals and support functioning and physical, mental and social wellbeing at all life stages and physiological needs. Healthy diets are safe, diverse, balanced, and based on nutritious foods. They help to protect against malnutrition in all its forms, including undernutrition, micronutrient deficiencies, overweight and obesity and lower the risk of diet-related non-communicable diseases. The exact make-up of healthy diets varies depending on an individual's characteristics (e.g. age, gender, lifestyle and degree of physical activity), geographical, demographical, cultural patterns and contexts, food preferences, availability of foods from local, regional and international sources, and dietary customs. Healthy dietary practices start early in life – breastfeeding fosters healthy growth and improves cognitive development and has long-term health benefits. WHO publishes guidance for healthy diets. Many national health authorities publish specific dietary guidance. Regional health organizations, where applicable, may publish documents related to healthy diets and specific dietary advice as well. CFS Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition, 2020.

²⁸ This results in an integrated approach that extends from access to land, fisheries, livestock, pastoralism, natural resource management, social inclusion and empowerment of women, youth, Indigenous Peoples' and persons with disabilities, rural employment and finance, social protection, environmental sustainability and biodiversity conservation among others. Furthermore, this approach is crucial to foster environments that promote healthy diets and lifestyles. That is basically IFAD's investments that apply a nutrition sensitive agriculture lens.

²⁹ "Food safety is the absence, or safe, acceptable levels, of hazards in food that may harm the health of consumers. Food borne hazards can be microbiological, chemical or physical in nature and are often invisible to the plain eye; bacteria, viruses or pesticide residues are some examples." (FAO food safety website).

³⁰ As mentioned in IFAD13 Replenishment Report.

³¹ Australian Government, 2021. State of the Environment, 2021.

is essential for nutrition, food security, and dietary quality and diversity³². It serves as the primary source of a variety of essential foods and medicines contributing to healthy diets, while improving livelihoods, promoting gender equality, and ensuring social equity.

5. Protecting and promoting biodiversity, as well as developing diversified and resilient agricultural systems, directly enhances dietary diversity by increasing the availability and accessibility of nutrient-rich foods and indigenous species. Practices such as agroforestry contribute to the conservation and production of nutrient-rich crops while also promoting soil and water conservation, protecting wetlands and forests thus leading to a healthy ecosystem. Healthy ecosystem closely linked to food stability and have ability of helping to buffer climate shocks but also notably reduce pollution which has also a direct impact on people health and food safety.
6. In IFAD13, IFAD specifically acknowledge the relevance of this nexus and committed to utilize climate and biodiversity finance to promote access to nutritious, diverse and safe foods and strengthen rural communities' resilience to climate change. This includes focusing on neglected and underutilized species, indigenous seeds, and Indigenous Peoples' knowledge and practices. IFAD will also collaborate with partners to explore sustainable approaches that advance gender equality and women's empowerment while integrating nutrition outcomes³³.

Leveraging IFAD's water investments to boost nutrition outcomes in rural areas

7. Water, Sanitation, and Hygiene (WASH) are foundational to achieving lasting nutrition outcomes, particularly in rural communities where agriculture is the primary livelihood and malnutrition rates remain high. Poor WASH conditions—such as lack of access to clean water, inadequate sanitation, and poor hygiene practices—exacerbate undernutrition by increasing the burden of disease, especially children's diarrheal infections and environmental enteric dysfunction, which inhibit nutrient absorption. Nutrition-sensitive agriculture can only reach its full potential when WASH is integrated to create a holistic environment for health and well-being. This is why IFAD, under its IFAD13 framework, is strategically prioritizing water management and infrastructure as central to its mission of improving food security and nutrition, including recognition that water security and nutrition are inextricably linked. IFAD's investments in climate adaptation, sustainable agriculture, and ecosystem restoration—such as agroforestry and **watershed management**—enhance soil health, secure **water availability**, and improve **water quality**. These measures not only support environmental goals but also reduce health risks associated with water scarcity and contamination, which are significant barriers to improved nutrition.
8. Between 2010 and 2023, IFAD allocated approximately 60% of its USD1.385 billion in rural infrastructure investments—about USD830 million—to water management. This included substantial funding for irrigation, renewable energy for water use, sanitation and waste systems, and safe drinking water. Notably, about USD60 million was specifically directed at **improving access to basic drinking water, sanitation and waste management, directly impacting rural nutrition** by reducing illness and improving hygiene in food preparation and consumption.
9. There are numerous opportunities to enhance IFAD's work in water security, particularly in designing and implementing investments that maximize positive and interconnected impacts on water, food security, and nutrition. This approach contributes to SDG2 and 6 (Clean Water and Sanitation). To achieve this, there is a need to improve donor coordination, strengthen institutions, engage the private

³² World Health Organization and Secretariat of the Convention on Biological Diversity, 2015: Connecting Global Priorities: Biodiversity and Human Health A State of Knowledge Review.

³³ IFAD13 Replenishment consultation report.

sector, and attract climate finance. By viewing water as a tool for climate adaptation and nutrition, IFAD aims to deliver multiple benefits through its investments.

Engaging the Private Sector for Improved Nutrition Outcomes

10. As highlighted in IFAD private sector operational strategy, one of the pathways adopted by IFAD to drive positive benefits for IFAD's target group through higher private sector engagement in rural areas and food systems, leads also to improved nutrition outcomes³⁴. The pathway's rationale is that supporting the local private sector, especially MSMEs, women, and young entrepreneurs, can benefit IFAD's target group—small-scale producers and poor rural populations. By enhancing connections between these groups and larger companies, they can access jobs, income, markets, and financial services. This local market development can improve the availability and affordability of diverse quality foods, positively impacting nutrition. To this extent, IFAD has been promoting more inclusive nutrition-sensitive value chains (NSVCs) and the public-private-partnership-producer (4P) model to respond to the asymmetry of power between small-scale producers and bigger private sector actors. For instance, IFAD conducted studies in Nigeria's Katsina and Sokoto states under its Climate Change Adaptation and Agribusiness Support Programme (CASP) to develop NSVC projects for smallholders. The research identified cowpea, groundnut, soybean, millet, and sorghum as key crops to improve nutrition and livelihoods. Smallholders face nutrition challenges, leading to high rates of wasting and stunting in children and undernutrition in women, which are exacerbated by seasonal variations. Promoting these crops can enhance diets, empower women, and build resilience to climate change, while also being economically beneficial for smallholders.

IFAD Funded School-based Interventions

11. **Schools are increasingly recognized as a relevant platform for enhancing the nutrition of children and rural communities.** School meals are an entry point for multiple SDGs through their positive impact on access to nutritious food for children, school enrolment, poverty reduction and girls' education. Additionally, nutrition activities in schools play as a catalyst for food systems transformation by generating demand for sustainably produced, nutrient-rich foods, supporting rural smallholder farmers, raising awareness of household members on the importance of diet diversity and quality and teaching children about healthy eating habits and sustainable food choices, as they are a crucial part of the future decision makers.
12. IFAD recognizes the potential of nutrition activities in schools to not only enhance children's health and nutrition but also to contribute to the development of sustainable and equitable local food systems. This is achieved through various approaches, including for instance improving nutrition education, increasing availability and production of diverse, safe, and nutritious foods, and the promotion of Indigenous food species. Additionally, nutrition education in schools has the potential to drive behavioural changes within targeted communities, fostering demand for safe and nutritious foods. For example, in Lao PDR, the [PICSA](#) project improves the national school meal programme by coordinating fresh produce from local farmers and school gardens, benefiting 160 schools. These gardens diversify students' diets and provide practical learning about nutrition and agriculture. The project also promotes hygienic practices by supplying cooking kits and enhancing water access in schools.
13. IFAD will continue and strengthen its engagement in the School Meal Coalition, an initiative launched within the framework of the Food Systems Summit in 2021 to bring together governments, international organisations, civil society, private sector entities and research institutions to scale-up and improve school meal programmes

³⁴ IFAD, 2024. Private Sector Operational Strategy 2025–2030.

globally and through collaborations with Rome-Based Agencies and South-South and Triangular Cooperation.

Addressing Nutrition in Fragile Situations

14. Fragility³⁵ is present in different forms in many rural areas where IFAD operates, is often closely linked to poverty and food insecurity, and it can be an important obstacle to sustainable progress out of poverty. IFAD's work in fragile contexts is guided by four principles: i. build long-term resilience, working with rural communities and particularly rural women, girls, and vulnerable groups to reduce their vulnerability to both natural and man-made shocks, countering the negative impact that social, institutional and environmental fragility can have on people's vulnerability, ii. focus on prevention, which entails identifying and addressing drivers of fragility that are within IFAD's scope of action and mandate and leveraging its investments into rural people's livelihoods and institutions to reduce or preventing fragility, thereby mitigating people's vulnerability, iii. the principle of do no harm, which entails that programmes are monitored and adapted as needed to avoid unintentionally exacerbating or creating new tensions and divisions. This includes embedding conflict sensitivity approaches in operations. iv. remaining engaged, wherever possible, during periods of crisis and emergency, in order to preserve development and resilience gains, protect local service delivery and benefits to local populations and identify opportunities to strengthen rural people's livelihoods that may be created by the work of humanitarian or peacebuilding actors. IFAD addresses both manifestations and selected causes of fragility that fall within its mandate and scope of influence, under the three priority dimensions of institutional, environmental and climate, and social. This will be achieved through four practical entry points: (i) strengthening local institutions and communities for effective local governance and service delivery; (ii) increasing food and nutrition security through enhanced food systems; (iii) fostering sustainable natural resource management, including disaster preparedness and climate adaptation; and (iv) boosting the roles of rural women and youth and the empowerment of vulnerable groups in building resilient communities³⁶.
15. All these initiatives also contribute to improved nutrition. Amid Sudan's fragile context, the IAMDP project strengthened resilience by forming 51 cooperatives with 5,891 members (48% women, 45% youth). These cooperatives improved access to inputs, finance, and training, helping farmers adopt better technologies and increase productivity. During the April 2023 conflict, cooperatives played a vital solidarity role—sustaining operations, meeting WFP contract obligations, and securing sales to humanitarian agencies despite the instability.

Food Systems Approach to Address Overweight, Obesity, and Non-Communicable Diseases

16. As the global prevalence of overweight and obesity continues to rise, it is increasingly recognized as a critical public health challenge closely linked to the prevention of Non-Communicable Diseases (NCDs). In 2022 globally, 43% of adults were overweight and 16% obese, while 5.7% of children under five years of age were overweight. These figures are starting to surpass undernutrition data revealing that overweight and obesity are global challenges affecting all countries in the world. No country is currently on track to meet the World Health Assembly's Global Nutrition Target of halting the rise in adult obesity, and very few will meet

³⁵ IFAD Definition (2016): IFAD defines fragility as: "a condition of high vulnerability to natural and man-made shocks, often associated with an elevated risk of violence and conflict. Weak governance structures along with low-capacity institutions are a common driver and consequence of fragile situations. Fragile situations typically provide a weaker enabling environment for inclusive and sustainable rural transformation and are characterized by protracted and/or periodic crises, often with implications for smallholder agriculture and food security". Re. Strategy for Engagement in Countries with Fragile Situations in 2016.

³⁶ IFAD, 2024. Updated approach to IFAD engagement in fragile situations.

NCDs target.³⁷ Conditions such as heart disease, diabetes, high blood pressure and certain cancers are significantly exacerbated by obesity, underscoring the urgent need for comprehensive and coordinated strategies. Countries must adopt multifaceted approaches that not only target individual dietary choices but also address broader systemic issues within the food environment. Integral to this effort are the concepts of nutrition-sensitive agriculture and food systems, which emphasize the importance of agricultural practices that prioritize production of diversified and nutritious foods.

17. By promoting diverse crop production, sustainable farming practices, and equitable access to nutritious foods, these systems can enhance food security and support healthier diets. The following key intervention strategies provide a roadmap for action in the fight against overweight and obesity, laying the foundation for healthier populations and reduced healthcare costs. The strategies and actions that encompass the food system and that can be taken by countries to address overweight and obesity within the broader context of preventing NCDs are multiple, and include^{38,39,40}.
 - (a) **Diversified Food Production:** Encouraging the production of diverse, nutritious foods, including NUS, can help reduce obesity by improving access to healthier diets and shifting consumption away from ultra-processed, calorie-dense foods. Limited availability of nutritious foods is linked to poor diet quality and rising obesity rates, especially in low-income populations⁴¹.
 - (b) **Food Environment:** Improving access to nutritious foods, particularly in underserved areas, through natural and built food environments is essential for facilitating better dietary choices. By establishing guidelines that encourage working with local farming communities, businesses, governments can foster a healthier food environment that supports positive eating behaviors.
 - (c) **Policies:** Advocating for nutrition-sensitive trade policies can ensure the availability, accessibility and affordability of nutritious foods through equitable and sustainable food systems, especially when these foods are not locally available. Policies aiming to incentivize sustainable production, supply and consumption of nutritious foods, can also help make healthy diets less costly and more affordable for all⁴².
 - (d) **Regulations and Standards:** Implementing food standards that limit harmful ingredients in processed foods is crucial. By promoting biofortification, enhancing compliance to the regulations, governments can help ensure that populations, especially vulnerable groups, receive essential nutrients. This approach tackles not only micronutrient deficiencies but also obesity that can lead to NCDs.
 - (e) **Food Labelling:** Clear food labelling in local languages empowers consumers to make informed choices. By enhancing transparency about nutritional content and ingredients, individuals can better understand the health implications of their food selections, encouraging healthier eating habits.

³⁷ Global Nutrition Report. 2022 Global Nutrition Report: Stronger commitments for greater action. Bristol, UK: Development Initiatives, 2022.

³⁸ World Bank. 2025. *Reshaping the Agrifood Sector for Healthier Diets: Exploring the Links between Agrifood Public Support and Diet Quality*. World Bank, Washington, DC. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

³⁹ FAO, IFPRI. 2020. Food Policies and their Implications on Overweight and Obesity Trends in Selected Countries in the Near East and North Africa Region.

⁴⁰ World Bank. 2017. *An Overview of Links Between Obesity and Food Systems Implications for The Food and Agriculture Global Practice Agenda*. World Bank, Washington, DC.

⁴¹ FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2020. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9692en>.

⁴² FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2022. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0639en>.

- (f) **Consumer Behavior:** Raising awareness about food choices and good dietary practices is critical. Multisectoral policy frameworks, backed by political leadership, are essential for promoting a healthy lifestyle. Collaborative efforts involving UN organizations, private sector and NGOs are vital for implementing these strategies.